

L'ISLAM CITOYEN NE SE FAIT PLUS PRIER

A Paris comme en province, des personnalités de la société civile musulmane s'engagent pour structurer l'islam de France. Une action inédite, en réponse au contexte terroriste.

PAR CLAIRE CHARTIER

Le creux de l'été et son chassé-croisé de vacanciers en transhumance n'était sûrement pas le meilleur moment pour lancer un appel dans un grand titre de presse nationale. « Nous devons parler maintenant, parce que l'islam est devenu une affaire publique et que la situation est intolérable. » La tribune publiée par 41 personnalités musulmanes dans *Le Journal du dimanche* du 31 juillet a pourtant fait date. On n'avait, il est vrai, jamais vu cela : des Français musulmans au parcours professionnel d'excellence – médecins, avocats, chefs d'entreprise, ingénieurs, experts de la communication, élus – offrant sans détour leur aide et leurs talents pour doter l'islam de France, dépourvu de boussole, d'une véritable organisation. Un « coming out » tout à fait inattendu, et « un grand coup de frais », comme le commente Samira, juriste consultante

dans le numérique, au moment où l'Hexagone ne parle que d'arrêtés anti-burkini, d'imams à longue barbe et de terroristes fanatisés. Il y eut, bien sûr, toutes ces dernières années de violence islamiste, d'autres textes signés par d'éminents représentants de la mal nommée « communauté musulmane » contre le « réductionnisme » de l'époque, prêchant les amalgames. Mais jamais une offre de services collective, aussi claire et argumentée. « L'idée vient d'un choc, celui produit par les attentats, explique Sadek Beloucif, chef du service anesthésie-réanimation à l'hôpital Avicenne et ancien membre du Comité national d'éthique. J'ai, comme d'autres, le sentiment d'avoir une double dette : envers la République, qui m'a donné les moyens de réussir dans la vie et qui est aujourd'hui en danger ; envers mes coreligionnaires qui n'ont

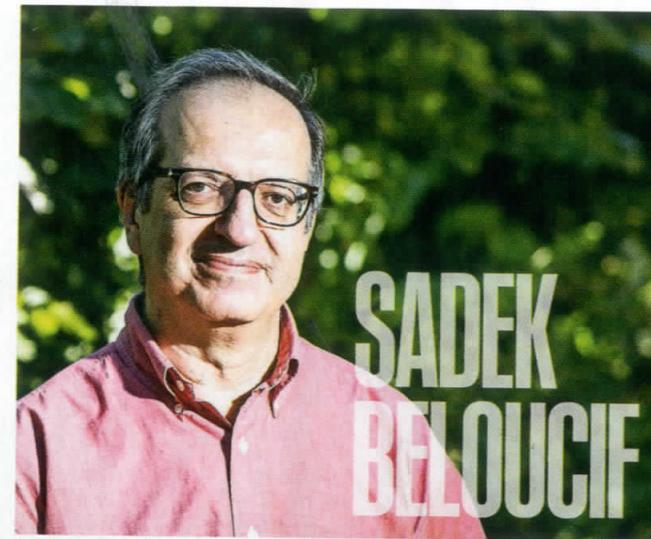
pas eu la même chance que moi. Nous devons nous montrer à la hauteur en prenant nos responsabilités. »

Que proposent ces musulmans au carnet d'adresses bien garni ? Contribuer, en leur double qualité de citoyen français et de musulman plus ou moins pratiquant, à la mise en place d'une organisation permettant de mieux structurer l'islam, tant sur le plan culturel que sur le plan culturel, loin des tutelles étrangères. L'idée est pile dans l'air électrique de cet été, où le rejet du fondamentalisme musulman menace de déclencher les pires dérives islamophobes sur le territoire. Le ministère de l'Intérieur s'appête ainsi à lancer une fondation, dont Jean-Pierre Chevènement est pressenti à la présidence. L'institution aura pour mission d'aider les représentants de l'islam de France à trouver des financements transparents et pérennes, ainsi qu'un mode d'action efficace pour mieux lutter contre la radicalisation.

Le financement des mosquées explicitement mis en question

La tribune des « 41 » du *JDD* s'inscrit dans la même optique et n'hésite pas à faire explicitement référence au financement des mosquées ainsi qu'à la formation des imams, en sus des chantiers cruciaux de la réforme théologique et de la culture. Une vraie nouveauté. On est loin, en effet, des collectifs de musulmans laïques lancés dans les années 2000 – dont une tentative avortée de « Crif musulman » en 2009 – et disparus à peine installés. « Ces groupes refusaient, presque par militantisme laïque, d'aborder les questions du culte, se souvient Bernard Godard (1), spécialiste de l'islam français. Aujourd'hui, dans le contexte terroriste, les élites se sentent plus proches des responsables religieux. »

En dépit de l'actuel climat de tension et des écueils d'une période préélectorale portant plus à l'affichage politique qu'au travail de fond, les personnalités



Le chef du service anesthésie-réanimation à l'hôpital Avicenne, à Bobigny, estime avoir une « dette » envers la République.



Selon la sénatrice PS de Paris, l'islam ne se résume pas aux quartiers. Elle estime que « quelque chose est en train de naître ».

de l'appel veulent croire, à l'image de Bariza Khiari, sénatrice PS de Paris, que « quelque chose est en train de naître ». Les sceptiques diront que ces fantassins pleins d'allant ne forment, pour l'heure, qu'une maigre troupe. En réalité, dans tout l'Hexagone, d'autres figures musulmanes à la réussite exemplaire s'engagent déjà à leur échelle. A l'heure où la société française exige des fidèles de l'islam une adhésion explicite aux valeurs républicaines, la mobilisation de ces élites nationales et locales à la flamme laïque fièrement brandie constitue un enjeu important pour l'avenir.

Hakim el Karoui l'a parfaitement compris. A 45 ans, consultant en stratégie financière, cet intellectuel chef d'entreprise incarne avec superbe la petite catégorie de musulmans admis dans le sérail du pouvoir. L'ancien conseiller des ministres Jean-Pierre Raffarin et Thierry Breton connaît sur le bout des doigts sa grammaire politique. Normilien, fils d'une famille de l'intelligentsia tunisienne, il publie des essais dans les grandes maisons d'édition parisiennes (2) et prépare pour la rentrée, sous l'égide de la Fondation Montaigne,

une étude documentée sur les musulmans de France. Certains signataires de la tribune du *JDD* – dont il a rédigé le texte – sont membres du club *xxi^e Siècle*, qu'il a créé afin de promouvoir la diversité dans l'espace public. « Le club comprend beaucoup d'Asiatiques, qui n'étaient pas concernés par le débat actuel, nuance-t-il. Nous avons voulu ratisser plus large, avec l'idée de rassembler une trentaine de signatures, de fait arrivées très vite. » A ses côtés, Bariza Khiari, qui est également présidente de l'Institut des cultures d'islam, s'échine depuis vingt ans à sensibiliser le Parti socialiste à la question musulmane. « Nous avons préparé notre texte depuis quelque temps déjà, mais pensions le publier à la fin de l'année après avoir effectué un travail de fond,

La mobilisation de ces élites à la flamme laïque fièrement brandie constitue un enjeu important pour l'avenir

dit-elle. L'assassinat du père Hamel, le 26 juillet, a précipité les choses. » (3)

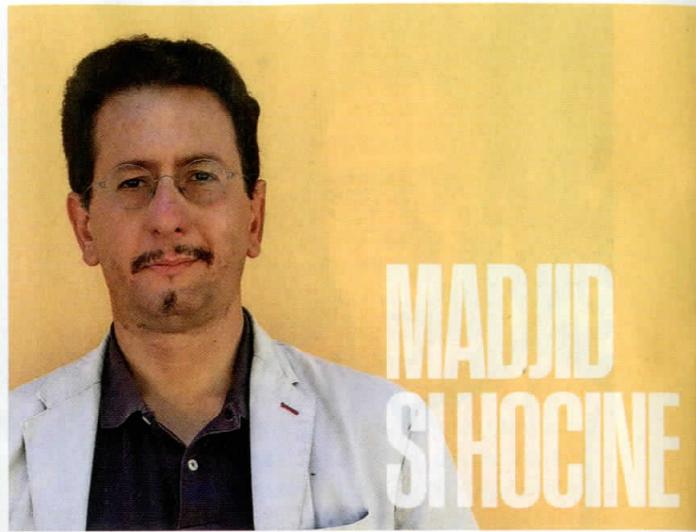
Certains de ces musulmans à même de peser sur la scène nationale se sont rencontrés au gré de leur engagement associatif. Madjid Si Hocine, gériatre en banlieue parisienne et ancien président d'un syndicat de médecins étrangers, a milité au Mrap du temps de Mouloud Aounit, avant de fonder un site contre les discriminations, ainsi qu'une Web TV et un groupe de réflexion autour de l'islam. « On s'est croisés dans les forums et les manifestations, dans les studios de Radio Orient, Beur FM, Berbère TV », témoigne Madjid. D'autres ont tissé leurs liens au sein d'associations thématiques : le club Averroes, attaché à la diversité dans les médias, un autre cercle constitué de membres d'origine subsaharienne, les anciens élèves des grandes écoles d'origines marocaine, algérienne, tunisienne...

A ces « 41 », en majorité parisiens, il faut ajouter ceux qui, à l'échelle régionale, s'engagent plus modestement par leurs prises de parole, leurs initiatives dans le milieu associatif et leurs dons – ici, un chef d'entreprise soutient ➤



**HAKIM
EL KAROUI**

L'ex-conseiller de Jean-Pierre Raffarin a fondé le club xx^e Siècle pour promouvoir la diversité dans l'espace public.



**MADJID
SIHOCINE**

L'ancien militant du Mrap, gériatre en banlieue parisienne, a lancé une Web TV et un groupe de réflexion autour de l'islam.



**RACHID
SEKKOUR**

L'adjoint au maire de Vandœuvre-lès-Nancy projette d'ouvrir un centre de lutte contre la radicalisation.



**NAIMA
M'FADDEL**

« Même si c'est à nous de nous organiser, je trouve très bien que l'Etat s'en mêle », affirme la déléguée du préfet des Yvelines.

► les pauvres durant le ramadan; là, un avocat contribue au dialogue inter-religieux. Depuis l'an dernier, ces figures locales s'expriment aussi lors des réunions organisées par les préfectures dans le cadre de l'instance de dialogue créée par le gouvernement. Certains, comme Rachid Sekkour, sont déjà des personnalités publiques du fait de leur mandat politique. Père ouvrier, mère femme de ménage, ce trentenaire d'origine marocaine est passé par l'institut international Aspen et l'Institut des hautes études de l'entreprise avant de devenir « business developer » d'une start-up, et vient de publier un essai sur le numérique. Il assume les fonctions d'adjoint au maire de Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) chargé de l'économie et de la formation, de vice-président de la mosquée de Tomblaine et de conseiller auprès du Conseil français du culte musulman (CFCM). En complément de ses actions de sensibilisation contre l'islamisme auprès des jeunes, il projette d'ouvrir un centre de lutte contre la radicalisation à Nancy. « Il y a une jeunesse française musulmane engagée, experte dans de nom-

breux domaines, en capacité de lever des fonds et de capter des investisseurs, observe-t-il. Cette jeunesse-là doit être impliquée dans la réflexion au niveau national – dans les commissions du CFCM et dans la future fondation. »

Jamais ces actions et prises de position n'auraient vu le jour si les musulmans nés sur le sol français n'avaient, pour les plus chanceux d'entre eux, selon le terme du Pr. Sadek Beloucif, acquis un bagage culturel dont leurs parents immigrés étaient presque entièrement dépourvus. « Dans cette population, 6 % des plus de 15 ans possèdent un bac + 5, ce qui est mieux que la moyenne nationale », souligne Hakim el Karoui. En 2011, la proportion d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise chez les musulmans atteignait

Ces nouvelles générations sont mieux armées pour dire « stop » aux aînés, qui édifièrent un islam consulaire

7,2 %, contre 4,9 % dans l'ensemble de la population, selon l'Ifop. Alors que les premiers entrepreneurs immigrés se spécialisaient dans l'alimentation, la restauration ou le bâtiment, leurs enfants, nés en France, investissent depuis le début des années 1990 le secteur libéral et les services : informatique, communication, transports... Ces nouvelles générations sont désormais mieux armées pour dire « stop » aux aînés, ces « chibanis » qui édifièrent un islam consulaire, arrimé à leurs pays d'origine. « Une forme de conscience politique émerge chez les musulmans à mesure qu'ils s'élèvent socialement, relève Hicham Benaïssa, chercheur au groupe Sociétés, religions, laïcités du CNRS. Mais ce mouvement prend du temps, il faut une autonomie financière, intellectuelle – ce qui fait encore défaut à une large majorité. Il faut aussi nourrir le sentiment d'appartenance à un groupe commun. Les musulmans français, dont la visibilité ne remonte qu'à une quarantaine d'années, ne l'oublions pas, ne se réfèrent jamais à la communauté musulmane lorsqu'ils parlent d'eux. » Et pour cause : quoi de

commun entre un Maghrébin et un Subsaharien, sans même parler des origines géographiques différentes ou du degré de pratique, très variable ?

Si cette évolution de la sociologie musulmane est passée largement inaperçue, c'est d'abord en raison de l'extrême discrétion des intéressés eux-mêmes : « Ceux qui, comme moi, ont réussi à s'intégrer dans le tissu social ne voulaient pas être renvoyés à leur religion, parce qu'ils ont grandi dans un pays laïque, où la religion est du domaine privé, témoigne Naima M'Faddel, déléguée du préfet des Yvelines en charge du Val-Fourré et signataire de l'appel du JDD. L'adjointe au maire de Dreux (LR) est arrivée en France à l'âge de 8 ans sans avoir jamais été scolarisée. « Je dois tout à ce pays. La laïcité est précieuse, c'est grâce à elle que nous jouissons de la liberté de conscience, commente cette sociologue de formation, prête à apporter son expertise sur les quartiers dans les instances qui pourraient se mettre en place autour de l'islam. Mais cela fait déjà un bout de temps que nous pensions qu'on devait prendre les choses autrement. » Il fal-

Un collaboration semble possible entre cette avant-garde et le CFCM, si décrié pour sa faible représentativité

lait vraiment que la situation le commande pour que ces musulmans pris en tenaille entre l'injonction de se cacher et celle de se montrer choisissent la seconde option. « Même si c'est à nous de nous organiser, je trouve très bien que l'Etat s'en mêle aussi, poursuit Naima M'Faddel. Cela fait quarante ans que l'islam est visible, et regardez où nous en sommes ! Les pouvoirs publics doivent poser les bases, parce que nos concitoyens ont peur – et nous devons les comprendre. »

Signe des temps, là encore, une collaboration semble désormais possible entre cette avant-garde musulmane et le CFCM, si décrié pour sa faible représentativité. La sénatrice Bariza Khiari doit ainsi rencontrer dans les prochains jours son président, Anouar Kbibeche.

Celui-ci ne ménage pas ses efforts pour ouvrir l'institution à d'autres profils que les sempiternels cadres des fédérations religieuses traditionnelles. Quant aux « 41 », ils se retrouveront prochainement afin de décider des étapes suivantes. Hakim el Karoui souhaite récolter au moins 1000 signatures, « avec un quadrillage précis dans les 25 départements où se concentrent les musulmans ». Et d'argumenter : « En 1850, ce sont les notables qui ont géré l'intégration des juifs. Il faut faire pareil aujourd'hui, rassembler sur le terrain toutes les personnes qualifiées par leur parcours professionnel pour gérer et organiser l'islam, en lien avec le CFCM et le ministère de l'Intérieur. » Après un long silence, ce dernier a fini par prendre contact avec ces musulmans « républicains ». Il était temps. ■

(1) La Question musulmane en France, Fayard.

(2) Musulmans de la République, à paraître en janvier chez Gallimard.

(3) Le premier paragraphe, qui aurait été ajouté à la hâte, a fait polémique en omettant de mentionner l'Hyper Cacher dans la liste des attentats.